



16 MAI 1984

804

Aide à la balance des paiements de 10 millions de
 francs en faveur du Soudan

Vu la proposition du DFEP du - 8 MAI 1984

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il
 est

décidé

L'accord signé à Khartoum le 17 mars 1984 est
 approuvé.

Pour extrait conforme
 Le secrétaire

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	6	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
	X	EFD	7	-
X		EVD	10	-
		EVED		
		BK		
	X	EFK	2	-
	X	Fin. Del.	2	-

Résumé

Par cette proposition, nous soumettons à votre approbation le texte du dernier accord négocié avec le Soudan pour l'octroi d'une somme de 10 millions de francs comme deuxième partie de l'aide à la balance des paiements que vous avez autorisée le 6 juillet 1983. Cette aide sera financée sur le crédit de programme concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement du 14 décembre 1981 (FF 1982 I 717). Les sommes nécessaires sont prévues dans le budget 1984.

Cette aide s'ajoute aux 22 millions de francs octroyés au Soudan depuis février 1981 pour le financement en devises de l'importation par ce pays de médicaments essentiels et d'intrants renforçant directement la capacité de production du pays.

Par cet accord, la Suisse participe au deuxième "Agricultural Rehabilitation Program" défini conjointement par le Gouvernement du Soudan et l'Association internationale pour le développement (IDA). Ce programme vise à favoriser une augmentation des exportations de coton en soutenant le secteur agricole irrigué, notamment par la livraison de pesticides pour la saison en cours.

S'il est possible d'en définir l'utilisation avant le 15 août 1984, un million de francs sur les 10 sera utilisé comme contribution au programme intégré du Soudan de lutte contre les ravageurs s'attaquant à la plante de coton. S'il n'est pas possible de définir une telle utilisation avant cette date, cette somme sera utilisée pour l'achat d'herbicides pour la saison en cours.

L'aide envisagée se situe dans le contexte d'une situation économique et financière fort précaire: le déficit de la balance commerciale du Soudan était de 1 milliard de dollars en 1983; le service de l'ensemble de la dette consolidée pour 1984 est estimée par le FMI à 1 milliard de dollars. Les autorités du Soudan ont défini conjointement avec le FMI et la Banque mondiale un programme d'ajustement structurel qui a conduit à prendre de nombreuses mesures d'ordre monétaire, financier et fiscal.



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Distribué

Berne, le 8 mai 1984

Au Conseil fédéral

Aide à la balance des
 paiements de 10 millions
 de francs en faveur du Soudan

1. Introduction

Par cette proposition, nous vous demandons d'approuver un accord d'aide à la balance des paiements sous forme de don de 10 millions de francs en faveur du Soudan.

Le 6 juillet 1983, vous avez autorisé l'Office fédéral des affaires économiques extérieures à négocier cet accord. Ce dernier a été conclu et signé à Khartoum le 17 mars 1984.

Cette nouvelle action représente la suite de l'aide à la balance des paiements déjà accordée au Soudan pour un montant de 22 millions de francs, que vous aviez approuvée le 18 février 1981 et le 6 juillet 1983. Elle relève de notre politique d'aide à la balance des paiements telle qu'elle est décrite dans le message concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement du 14 décembre 1981 (FF 1982 I 717).

La poursuite de cette aide se justifie essentiellement pour les raisons suivantes: la perspective d'un effet positif direct sur les exportations soudanaises de coton; un contexte défini d'utilisation, à savoir le programme de soutien du secteur agricole irrigué et le programme d'ajustement structurel de l'économie soudanaise à plus long terme; un cadre général à notre action qui s'insère dans un effort international de soutien au Soudan. De plus, cette aide permet indirectement au Soudan de financer l'achat de produits constituant un courant normal d'exportation de la Suisse vers ce pays.

Il est évident que le climat politique au Soudan, actuellement très instable, n'est pas de nature à faciliter la coopération au développement de ce pays. Cela ne justifie toutefois pas une remise en question de notre action, d'ailleurs de relativement courte durée, étant donné que son exécution peut se poursuivre.

2. Utilisation de l'aide suisse jusqu'à ce jour

Notre contribution permet au Soudan de financer l'achat en devises de médicaments essentiels et d'intrants agricoles et industriels importés, essentiellement des pesticides, des colorants et des pièces détachées pour l'industrie textile. Le financement d'intrants importés vise à renforcer directement la capacité de production du pays.

Les 22 millions de francs mis à disposition depuis février 1981 se répartissent comme suit (chiffres arrondis):

	<u>millions frs</u>	<u>%</u>
santé publique	9,2	42
agriculture	5,9	27
industrie	5,4	25
infrastructure (eau et électricité)	1,5	6

Des missions effectuées sur place ont montré que les fonds alloués ont été utilisés conformément aux objectifs poursuivis. Les déboursements sont effectués dans de bonnes conditions; les fonds de contrepartie en monnaie locale versés par les bénéficiaires soudanais sont affectés au budget de développement du gouvernement.

Conformément à notre politique générale, l'aide suisse n'a pas été liée à l'achat de produits nationaux. Toutefois, en raison du courant normal existant entre les deux pays (3,2 millions frs en 1982), nos partenaires soudanais ont passé essentiellement commande à des entreprises suisses. Ainsi, plus de 80 % des produits achetés provenaient de notre pays.

3. Situation économique et financière du Soudan

La situation économique et financière du Soudan reste fort précaire: il est difficile de réduire le fossé qui s'est creusé depuis les années 70 entre la valeur des importations et celle des exportations; cela même si le déficit commercial du Soudan a passé de 1,3 milliard \$ en 1982 à 1 milliard \$ en 1983, pour un produit national brut estimé à 7,4 milliards \$ en 1983.

La conjoncture internationale défavorable et le montant élevé de la facture du pétrole importé ont encore accentué cet état de fait. Les dettes soudanaises ont fait l'objet de trois consolidations successives. Malgré cela, le service de l'ensemble de la dette consolidée pour 1984 est estimé par le Fonds monétaire international à plus de 1 milliard \$; cela représente environ 75 % des revenus annuels tirés des exportations de biens et services ("debt service ratio"), en tenant compte des revenus rapatriés par les soudanais à l'étranger.

Après avoir, au début de l'année 1983, défini avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale un nouveau programme d'ajustement structurel plus radical, les autorités du Soudan ont pris de nombreuses mesures d'ordre monétaire, financier et fiscal. Elles visaient notamment à corriger le déséquilibre de la balance commerciale en restreignant les importations de produits non essentiels et en stimulant le secteur d'exportation. Un des aspects centraux de la politique gouvernementale est le soutien accordé au secteur agricole irrigué (exportation du coton brut notamment), à l'agro-industrie (stimulation d'une production sucrière en remplacement des importations), aux chemins de fer (renforcement de l'infrastructure des transports) et au secteur énergétique.

Le secteur agricole irrigué est constitué de cinq unités sous contrôle de l'Etat dont la plus importante est Gezira. Il y est cultivé du coton, de l'arachide, du sorgho, du blé et des légumes. Le coton constitue la part la plus importante de ce secteur du point de vue des recettes d'exportation: en effet, les exportations de coton s'élevaient entre 1975 et 1979 à environ 50 % des recettes d'exportation totales. La chute tendancielle de la production de coton pendant les années 70 s'est traduite en 1980 par une chute de la part du coton dans les exportations, qui a passé à environ 25 %. Le gouvernement a alors défini en 1980 un programme de promotion des exportations.

Le gouvernement du Soudan et l'Association internationale pour le développement (IDA) ont défini conjointement un "Agricultural Rehabilitation Program" afin d'apporter un soutien direct au secteur agricole irrigué. Ce programme s'inscrit dans une série de mesures d'ordre économique et institutionnel touchant directement le cultivateur (augmentation des prix du coton brut, nouvelles taxes pour l'irrigation, instauration d'un système de comptabilité individuelle, soutien institutionnel, etc.). Ces mesures visent à renverser la tendance à la baisse de la production et des revenus tirés de l'exportation de produits agricoles

(coton, sésame, arachide, gomme arabique) observée pendant les années 70.

Par un premier programme, l'IDA a financé en 1983 l'achat des pièces détachées nécessaires au fonctionnement des biens d'équipement du secteur agricole irrigué. Pour 1984, le deuxième programme vise à réunir les ressources requises pour le financement des intrants agricoles importés nécessaires à la culture, essentiellement du coton (engrais, insecticides, herbicides, sacs de jute). L'IDA contribue à ce programme pour un montant de 50 millions de dollars. La somme nécessaire au financement des intrants agricoles pour la saison s'élevant à environ 90 millions de dollars, des contributions bilatérales complètent la participation financière de l'IDA (CEE, Grande-Bretagne, Suisse, etc.).

Le volume accru de la production agricole dans le secteur irrigué en 1982 et en 1983 a permis d'augmenter le surplus agricole exporté pendant ces deux années. La disponibilité des intrants nécessaires à la culture irriguée constitue une cause importante de l'amélioration observée.

4. Contenu de l'accord négocié

Conformément à la proposition que vous avez acceptée le 6 juillet 1983, l'accord négocié porte sur un cofinancement avec l'IDA du programme défini plus haut.

Il a été convenu avec les autorités soudanaises que sur la somme totale de 10 millions de francs, 9 millions gérés par l'IDA serviraient à financer l'achat de pesticides.

Le million restant devrait compléter le financement d'un programme de lutte intégrée contre les ravageurs exécuté actuellement par le Soudan avec le soutien de la FAO (soutien financé par les Pays-Bas). Dès 1985, l'IDA appuiera aussi ce programme.

L'application de ce programme devrait permettre au Soudan d'économiser une partie des devises qu'il dépense pour l'importation de pesticides.

S'il ne devait pas s'avérer possible de déterminer à temps un programme valable, l'ensemble de l'aide suisse de 10 millions de francs serait utilisé pour l'achat de pesticides durant la saison en cours.

5. Procédure

- a) Conformément à l'article 10 de la Loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales du 19 mars 1976, le Conseil fédéral peut conclure des accords internationaux portant sur les mesures d'aide financière prévues par cette loi.
- b) Les engagements constitués par cette aide à la balance des paiements de 10 millions de francs seront à la charge du crédit de programme concernant la continuation du financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement du 14 décembre 1981 (FF 1982 I 717).

Les crédits de paiement nécessaires pour faire face aux dépenses ont été prévus dans le budget 1984 (art. 733.491).

6. Consultations

La Direction du droit international public et la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire du Département fédéral des affaires étrangères ainsi que l'Administration fédérale des finances sont d'accord avec cette proposition.

- 7 -


7. Proposition

Vu ce qui précède, nous vous

p r o p o s o n s

d'approuver l'accord ci-joint signé à Khartoum le 17 mars 1984.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

THE GOVERNMENT OF THE
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE SUDAN
M. 

CONCERNING

THE SECOND AGRICULTURAL REHABILITATION PROGRAM

Annexe mentionnée

Extrait du procès-verbal:

OFAEE, DFEP (10)

Direction du droit international public, DFAE (2)

DDA, DFAE (2)

DFF (2)

The Swiss Federal Council and the Government of the Democratic Republic of the Sudan

Having regard to the friendly relations between the two countries and to the desire to strengthen them by means of a contribution to the agricultural rehabilitation of the Sudan

A G R E E M E N T

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION

AND

THE GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE SUDAN

CONCERNING

THE SECOND AGRICULTURAL REHABILITATION PROGRAM

1. The Government of the Swiss Confederation and the Government of the Sudan have agreed to contribute to the agricultural rehabilitation of the Sudan in the form of a credit of 10 million Swiss francs for the second agricultural rehabilitation program. The credit is to be used for the purchase of agricultural machinery and equipment, and for the construction of irrigation works. The Government of the Sudan shall be responsible for the management of the credit and for the repayment of the principal and interest. The Government of the Swiss Confederation shall be responsible for the disbursement of the credit and for the payment of the interest. The present Agreement shall be subject to ratification by the competent authorities of both countries. It shall enter into force on the day of the deposit of the instruments of ratification. It shall remain in force for a period of five years, and shall be renewed automatically for successive periods of five years unless notice of termination is given by either party at least six months before the expiration of the current period.

The Swiss Federal Council and the Government of the Democratic Republic of the Sudan,

Having regard to the friendly relations between the two countries,

Desirous to strengthen these relations,

Intending to promote further the economic development of the Democratic Republic of the Sudan

Have agreed to the following:

Article 1

General Conditions and Definitions

- 1.1 In this Agreement, unless the context otherwise requires, the following terms shall have the following meanings:
- a) "Swiss Government" and "Swiss Federal Council" mean the Government of the Swiss Confederation;
 - b) "Government of the Sudan" means the Government of the Democratic Republic of the Sudan;
 - c) "Contribution" means the contribution granted by the Swiss Confederation under this Agreement;
 - d) "Contracting Parties" means the Swiss Government and the Government of the Democratic Republic of the Sudan;
 - e) "IDA" means the International Development Association;
 - f) "Development Credit Agreement" means the Development Credit Agreement for the Agricultural Rehabilitation Program - phase II between the Democratic Republic of the Sudan and the International Development Association, dated 9th August, 1983 (Credit number 1389 SU).

Article 2Program Objectives, Amount and Use of the Contribution

- 2.1 The objectives of the Program are to provide balance of payments assistance to the Government of the Sudan to expand agricultural export earnings through the financing of inputs for the implementation of the rehabilitation of the irrigated agricultural sub-sector and to encourage the adjustment policies of the Government of the Sudan and its institutional reforms in view of reestablishing internal and external economic balance.
- 2.2 The Swiss Government agrees to make a grant contribution of SFR. 9 million to the Government of the Sudan, which shall be available for imports in the framework of the Development Credit Agreement.
- 2.3 Referring to the objective of the Government of the Sudan to define and implement a long term policy for an integrated pest control management in the cultivation of cotton, the Swiss Government agrees to set aside SFR. 1 million extra towards this objective.
- 2.4 The specific uses of the Contribution are described in Annex 1.

Article 3Execution of the Program

- 3.1 The Government of the Sudan shall maintain or cause to be maintained records adequate to identify the goods financed out of the proceeds of the Contribution, to disclose the use and beneficiaries thereof, and to record the progress of the Program.
- 3.2 The Government of the Sudan shall furnish to the Swiss Government all such information as the Swiss Government shall reasonably request concerning the Program, and, where appropriate, the benefits to be derived from it, and the goods financed out of the proceeds of the Contribution. In particular, the Government of the Sudan shall forward to the Swiss Government the information referred to in section 3.04 of the Development Credit Agreement.

Article 3

3.3 The Government of the Sudan shall, after completion of the Program, but in any event not later than six months after the closing date or such later date as may be agreed for this purpose between the Government of the Sudan and the Swiss Government, furnish to the Swiss Government a report, of such scope and in such detail as the Swiss Government shall reasonably request, on the execution of the Program, its beneficiaries, its contribution to the socio-economic development of relevant sectors and the accomplishment of the purpose of this Agreement, as specified in Annex 2. This report will include a certified financial statement on the use of the proceeds of the Contribution and of the local currency generated under the Program.

3.4 The Swiss Government and the Government of the Sudan shall exchange views at regular intervals on the progress of the Program and the performance of their respective obligations under this Agreement, and the overall economic situation and the development prospects of the country.

Article 4Accounts

4.1 Upon coming into force of this Agreement, the Swiss Government shall open an account denominated "Sudan - Second Agricultural Rehabilitation Program" to be used for the Contribution as referred to in art. 2 of this Agreement.

4.2 Upon coming into force of this Agreement, the Swiss Government shall deposit in the account "Sudan - Second Agricultural Rehabilitation Program" an initial amount of SFR. 9 million, to be increased up to SFR. 10 million depending on the letter of understanding referred to in art. 5.3 to be entered into between the Government of the Sudan and the Swiss Government.

Article 5Particular covenants

- 5.1 The conditions of the utilization of the Contribution referred to in art. 2.2 are those defined in the Development Credit Agreement as far as it applies to this Agreement. In this context, section 3.01(i) of the Development Credit Agreement shall apply to the Sudanese Pounds generated by the sales of pesticides and herbicides financed by the Swiss Government.
- 5.2 In agreement with the Government of the Sudan and IDA, the Swiss Government has appointed IDA as Administrator of the Contribution. The respective obligations of the Swiss Government and IDA are defined in a letter of understanding accepted by the Government of the Sudan, to be entered into between the two parties concerned.
- 5.3 The conditions of the utilization of the Contribution referred to in art. 2.3 shall be defined in a letter of understanding to be entered into between the Government of the Sudan and the Swiss Government.
- 5.4 Application for withdrawal of the proceeds of the Contribution shall be submitted to IDA by the Government of the Sudan in accordance with the relevant provisions of the Development Credit Agreement.
- 5.5 IDA shall inform the Swiss Government of the amounts which are to be financed under the Contribution and the Swiss Government shall make the payments called for according to procedures defined in the letter referred to in art. 5.2 above.

Article 6Cancellation - Suspension - Termination

- 6.1 The Government of the Sudan may, by written notice to the Swiss Government, cancel any amount of the Contribution which it shall not have withdrawn.
- 6.2 In the event of default by the Government of the Sudan in the fulfilment of any commitment or obligation under this Agreement, the Swiss Government may suspend, in whole or in part, the right of the Government of the Sudan to make withdrawals from the Contribution account and/or cancel the balance of the Contribution. The suspension or cancellation of the Development Credit Agreement would, in principle, be considered as such a default.

Article 7Settlement of Disputes

- 7.1 Disputes as to interpretation or application of the provisions of this Agreement which shall not have been settled in a satisfactory way by means of diplomatic negotiation within a period of three months shall, upon the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal of three members. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator. The two designated arbitrators shall appoint a third arbitrator as Chairman who shall be a national of a third State.
- 7.2 If either Contracting Party has not appointed the arbitrator and has not followed the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within one month, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
- 7.3 If both arbitrators cannot come to an agreement about the choice of a third arbitrator (Chairman) within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
- 7.4 If, in the cases specified in art. 7.2 and art. 7.3, the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the next senior Judge of the Court, who is not a national of either Contracting Party.
- 7.5 Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.
- 7.6 The decisions of the tribunal shall be binding and final for each Contracting Party.

Article 8Amendments to the Agreement

Amendments to this Agreement will be effected by way of letters of understanding to be entered into between the Contracting Parties.

Article 9Annexes

As regards the Contribution, the Development Credit Agreement and its schedules constitute an integral part of this Agreement.

Article 10Authorities in charge of the Application of the Agreement and the Implementation of the Program

The following Authorities shall be responsible for the application of the Agreement

a) On the Swiss side:

The Federal Office for Foreign Economic Affairs
Department of Public Economy
Bundeshaus Ost

3003 Bern

Telex EDA-CH 911340

b) On the Sudanese side:

The Ministry of Finance and Economic Planning

K h a r t o u m

Telex 22400 KM

Article 11Coming into Force and Closing Date

- 11.1 This Agreement shall come into force after the notification by the Swiss Government and the Government of the Sudan of the fulfilment of all the respective legal requirements.
- 11.2 The closing date of this Agreement shall be 30th June, 1985 or such later date as shall be agreed upon by the Contracting Parties.

Done at Khartoum on the 17th March, 1984

in two original copies in English,

For the Government of the
Swiss Confederation:

For the Government of the
Democratic Republic of the Sudan:

ERIC M. ROETHLISBERGER
Delegate of the Federal
Council for Trade Agreements

IBRAHIM M. MANSOUR
Minister of Finance &
Economic Planning

Annex 1

1. The objective of the Swiss Government is to support the Government of the Sudan in the implementation of an agricultural rehabilitation program leading to increased agricultural output.
2. The Swiss Government provides the foreign exchange necessary to purchase the pesticides and herbicides included in category (1) of schedule 1 of the Development Credit Agreement and to support the Government of the Sudan in its long term policy for an integrated pest management control.
3. This is being financed on the understanding that the present application of pesticides and herbicides is necessary in the short term to maintain or increase the level of agricultural production and of export earnings. It is understood that all safety measures are taken in the handling, transport and storage of pesticides and herbicides and particularly with respect to risks to the general public arising from improper and careless handling and from the prevalent use of empty containers for water storage and other purposes. Within the first four months after the coming into force of this Agreement, the Government of the Sudan shall inform the Swiss Government of the schedule and methods of application of the pesticides and herbicides. This information should include, inter alia, details on volume, frequency and timing of applications of the pesticides and herbicides.
4. The Government of the Sudan and the Swiss Government also agree on the necessity to define and implement a long term policy for an integrated pest management control leading to reducing the reliance on the chemical control of pests. In this respect, the Swiss Government refers in particular to part B(c) of schedule 2 of the Development Credit Agreement.

To this general purpose, the Swiss Government sets aside the funds specified in art. 2.3. Modalities for the use of these funds shall be specified in a letter of understanding to be entered into between the Government of the Sudan and the Swiss Government. These modalities shall be defined before 15th August, 1984.

If it is not possible for the Government of the Sudan and the Swiss Government to agree on the use of these funds before that date, the funds shall be used in 1984 for the purchase of pesticides.

Annex 2

The completion report to be submitted by the Government of the Sudan to the Swiss Government shall include inter alia an analysis of:

- the progress achieved in the structural adjustment process connected with the implementation of the Second Agricultural Rehabilitation Program;
- the impact of the financing by the Swiss Government of pesticides and herbicides on the overall program;
- the effects of applying pesticides and herbicides on the productivity of irrigated schemes, particularly cotton yield, on the environment and on public health;
- the progress accomplished since March 1984 in the definition and implementation of a long term pest management control leading to the possibility of reducing the reliance on the chemical control of pests.

Communiqué de presseAccord d'aide à la balance des paiements entre la Suisse et le Soudan

La Suisse a signé le 17 mars 1984 un accord avec le Soudan mettant à la disposition de ce pays 10 millions de francs au titre d'une aide à la balance des paiements non remboursable. Cette aide complète l'aide octroyée à ce titre au Soudan depuis 1981. Elle est financée sur le crédit de programme concernant la continuation des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement.

Le Soudan se trouve confronté à des difficultés économiques graves, se traduisant notamment par un fort déficit de la balance commerciale et par un degré d'endettement très élevé. Le programme d'ajustement structurel en cours vise à long terme à renverser cette tendance.

Le programme de soutien au secteur agricole irrigué, d'environ 90 millions de dollars pour 1984, a été défini conjointement par le Gouvernement du Soudan et l'Association Internationale pour le Développement (IDA). En y participant, la Suisse soutient l'ajustement structurel engagé dans ce secteur visant à stimuler la production agricole, notamment d'exportation (coton). Après avoir observé une chute de la production cotonnière à la fin des années 70, le gouvernement du Soudan a engagé certaines réformes institutionnelles qui se sont accompagnées d'un soutien financier extérieur pour l'achat de pièces détachées et des intrants agricoles importés nécessaires à la production (engrais, insecticides, herbicides, sacs de jute). La contribution de l'IDA pour 1984, qui s'élève à 50 millions de dollars, est complétée par des contributions bilatérales comme celle de la Suisse.

Sur sa contribution de 10 millions de francs, dont 9 millions financent l'achat des pesticides nécessaires à la culture du coton, la Suisse compte engager 1 million pour soutenir la définition et l'application par le Soudan d'un programme de lutte intégrée contre les ravageurs, tenant compte du milieu ambiant de la plante de coton et des pratiques agronomiques.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE
Service de presse et d'information